

Chroniques de lecture

AVRIL 2026



CCEF

Compagnie des Conseils
et Experts Financiers

numéro spécial

39^e prix

du meilleur livre
d'économie financière de l'année

Furgot

SOMMAIRE

Retour sur la 39^e édition du Prix Turgot	p. 3
Partie 1 - Prix Turgot :	
<i>Innovations – Une économie pour les temps à venir</i> - Dominique FORAY	p. 5
Partie 2 - Prix du jury :	
<i>Sortir du travail qui ne paie plus</i> – Antoine FOUCHER	p. 7
Partie 3 - Mentions d’honneur (ex-aequo) :	
<i>En route vers les pénuries</i> – Régis de LAROULLIÈRE	p. 9
<i>Repartir du réel</i> – Louis de CREVOISIER & Paul-Armand VEILLON	p. 10
<i>Crypto-actifs, une menace pour l’ordre monétaire et financier</i> – Céline & Nadia ANTONIN.....	p. 11
<i>Du berceau au tombeau</i> – Félix TORRES.....	p.12
Partie 4 - Prix spéciaux :	
Prix AF2i : <i>Le travail est la solution</i> – Bertrand MARTINOT & Franck MOREL.....	p.14
Prix DFCG : <i>Vers une finance durable</i> – Édouard DOLLEY	p.15
Prix des ouvrages collectifs : Multinationales – Olivier PETITJEAN & Ivan DU ROY.....	p.16
Prix du jeune auteur / Développement durable : <i>La planification écologique</i> – Mathilde VIENNOT.....	p.17
Prix francophone : <i>Changement de quart</i> – Bruno COLMANT, Laurent HUBLET & Marie VANCUTSEM.....	p.18
Prix de la pédagogie : <i>Énergie et inégalités</i> – Lucas CHANCEL.....	p.19

DES CHRONIQUES DE...

Alain BRUNET
Dominique CHESNEAU
Denis MOLHO
Jean-Jacques PLUCHART
Hubert RODARIE

Photos : ©Freepik ©FreepikAI ©economie.gouv.fr

En collaboration avec :



Les chroniques sont consultables chaque mercredi sur www.clubturgot.com



RETOUR SUR...

La CCEF – Compagnie des conseils et experts financiers est fière d’être partenaire de ce prix, engagé en faveur de la diffusion de la culture économique et financière.

André-Paul BAHUON, Président d’honneur de la CCEF a eu le plaisir de remettre un des prix d’honneur à Louis de CREVOISIER & Paul-Armand VEILLON !

Retrouvez ce moment sur : <https://www.economie.gouv.fr/actualites/video-39e-edition-du-prix-turgot>

Les Prix décernés lors de la 39^e édition du Prix Turgot

• Prix Turgot

Dominique FORAY – « Innovations – Une économie pour les temps à venir »

• Prix du Jury

Antoine FOUCHER – « Sortir du travail qui ne paie plus »

• Mentions d’honneur (ex-aequo)

- Régis de LAROULLIÈRE – « En route vers les pénuries ? »
- Louis de CREVOISIER & Paul-Armand VEILLON – « Repartir du réel »
- Céline & Nadia ANTONIN – « Crypto-actifs, une menace pour l’ordre monétaire et financier »
- Félix TORRES – « Du berceau au tombeau »

• Prix spéciaux

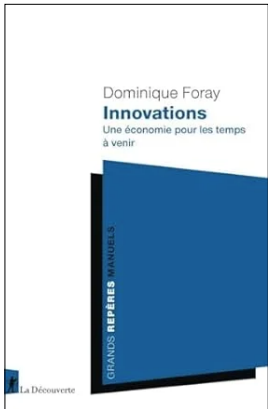
- Prix AF2i : Bertrand MARTINOT & Franck MOREL – « Le travail est la solution »
- Prix DFCG : Édouard DOLLEY – « Vers une finance durable »
- Prix des ouvrages collectifs : Olivier PETITJEAN & Ivan DU ROY – « Multinationales »
- Prix du jeune auteur / Développement durable : Mathilde VIENNOT – « La planification écologique »
- Prix francophone : Bruno COLMANT, Laurent HUBLET & Marie VANCUTSEM – « Changement de quart »
- Prix de la pédagogie : Lucas CHANCEL – « Énergie et inégalités »

.....

Partie 1

.....

Prix Turgot



ÉDITEUR :
La découverte

320 pages

PRIX : 24 euros

INNOVATIONS

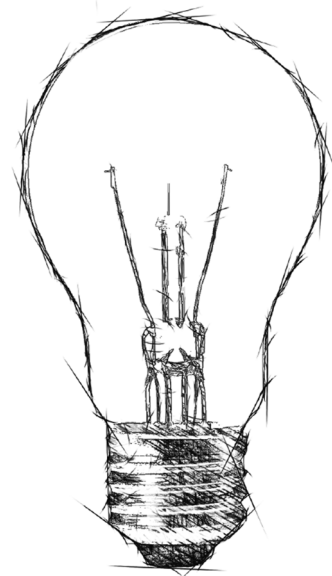
UNE ÉCONOMIE POUR LES TEMPS À VENIR

.....

Dominique FORAY

« Vallée de la mort » ! C'est la première notion qui nous apparaît dans une figure trouvée au hasard intitulée : Le cycle de vie d'une start-up. C'est d'autant plus frappant que ladite « vallée » n'en finit pas de s'étendre sur une durée que l'on imagine propice à tous les dangers. Voilà peut-être une explication au fait, qu'alors qu'ils ont de l'expérience, un réseau et du capital, les cadres des grands groupes investissent peu dans les start-ups comme le montre récemment une étude de Forvis Mazars. Ce sont deux mondes différents (Le mot « risque » de capital-risque n'y est certainement pas étranger). Au-delà de cette prise de connaissance anecdotique, nous avons entre les mains un ouvrage qui ne renie pas Schumpeter et sa destruction créatrice mais introduit un certain nombre de concepts qui sont parfois bien établis (comme les externalités positives en tout genre ou spillovers) mais aussi moins connus (comme celui d'innovatisation) pour expliquer en quoi les grands programmes comme Apollo peuvent être de grands succès technologiques, mais sans innovation marquée. La différence avec SpaceX tient au fait que ce dernier est centré sur une innovation portée par un changement de valeur, un abaissement des coûts, où les opportunités commerciales explosent. Les trois parties qui composent le livre traitent tour à tour de la microéconomie de l'innovation, de l'analyse macroéconomique et historique jusqu'aux confins du XXème siècle, la dernière partie, très ambitieuse (si l'on se réfère à l'usage traditionnel de l'idée d'innovation) n'a pour autre vocation que de définir une économie capable de « contribuer aux solutions des grands problèmes sociétaux ».

Au passage, Dominique Foray, membre du Conseil suisse de la science, ne manque pas de souligner comment l'Europe aurait – selon lui – déjà perdu l'accès à l'espace, malgré un agenda Bruxellois teinté de souveraineté technologique et d'autonomie stratégique, de même que sa « dissection » du curieux animal qu'est le CNRS est particulièrement cruelle lorsque l'on compare cette noble institution au système suisse.



L'auteur...



Dominique FORAY est professeur émérite à l'École polytechnique fédérale de Lausanne et membre du Conseil suisse de la science. Ses travaux portent sur l'économie de la connaissance et l'économie et les politiques de l'innovation. Ses travaux sur la spécialisation intelligente ont fortement influencé les politiques régionales de l'Union européenne.

Prix Turgot

.....

Partie 2

.....

Prix du jury



SORTIR DU TRAVAIL QUI NE PAIE PLUS

Antoine FOUCHER

Le lecteur ne trouvera pas dans cet opuscule « les moyens de gagner plus en travaillant moins », mais il saura peut-être comment reconstruire une société fondée sur le travail permettant à la fois de mieux vivre et d'acquérir un patrimoine. L'auteur constate que la productivité du travail a diminué depuis les années 1980, en raison de la désindustrialisation du pays et de l'affaiblissement des compétences conséquence d'un déclin éducatif. Il rappelle que la France a été rétrogradée de la 6^e à la 27^e place dans le classement mondial du PIB par tête. Il observe que le pouvoir d'achat des Français ne progresse plus et que les deux tiers de leur patrimoine proviennent d'héritages. Les Français qui ne travaillent pas vivent ainsi mieux que ceux qui travaillent. Le travail ne permet de soutenir le pouvoir d'achat que par des aides sociales sous toutes formes. La progressivité des taxes et des cotisations finançant ces aides, dissuade par ailleurs les salariés d'effectuer des heures supplémentaires et les employeurs de recruter et/ou d'augmenter les salaires de leurs employés. Les travailleurs ne conservent en moyenne que la moitié de leurs gains bruts, tandis que les rentiers en perçoivent un tiers, les retraités un sixième et les héritiers moins d'un dixième. Il en résulte différentes formes de résistance au travail, qui mobilisent plus de manifestants que les autres conflits sociaux, encouragent les congés maladie, les « démissions silencieuses » et/ou les rejets des « bullshit jobs ». Les actifs doivent par ailleurs prendre en charge en 2025 deux fois plus de retraités qu'en 1980. Selon l'auteur, ce phénomène serait dû à une répartition inégalitaire de la valeur créée par le travail, qui favorise le capital à la fois financier et immobilier.

Les Français ne croient plus au « discours collectif » traditionnel leur intimant de se remettre au travail. L'auteur s'efforce donc de proposer un nouveau « contrat social » destiné à combler l'écart entre les niveaux de vie des travailleurs, des rentiers, des retraités et des héritiers. Il propose des mesures visant à revaloriser le travail et le pouvoir d'achat des actifs par de meilleures rétributions, grâce à des formations plus professionnalisantes, une relance de l'innovation (notamment grâce à l'IA), une réindustrialisation du pays associée à une limitation des importations de produits sous dumping, à une flexibilisation de l'emploi et une plus grande mobilité professionnelle. Il prône une « revanche des salariés sur les clients », en redistribuant les taux de TVA en faveur des produits de première nécessité. Il conseille de construire un « nouvel idéal du travail », basé sur des valeurs de responsabilité, de respect et d'empathie.

L'auteur se livre à un exercice rigoureux et pédagogique d'analyse du mal français qu'est l'attrition professionnelle et formule des propositions cohérentes afin d'y faire face.

L'auteur...



Antoine FOUCHER a été directeur du cabinet d'un ministre du travail. Il dirige actuellement le cabinet de conseil Quintet.

Prix du jury

.....

Partie 3

.....

Mentions d'honneur (ex-aequo)



ÉDITEUR :

Craps

304 pages

PRIX : 17 euros

EN ROUTE VERS LES PÉNURIES ?

IL Y A UNE ALTERNATIVE...

.....

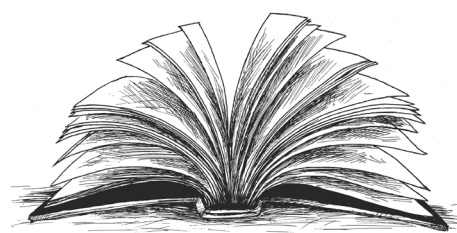
Régis de LAROUILLIÈRE

L'auteur est un « homme pressé » au sens de Paul Moran. Il pratique l'art de la litote et préfère les chiffres aux discours. La clarté de ses idées convainc rapidement le lecteur du caractère inéluctable du déclin de la France, qui recule dans la plupart des classements internationaux (elle passe du 7^e au 13^e rang pour le PIB par tête en seulement vingt ans). Après quelques pages, le lecteur sait qu'il est ou sera victime de multiples pénuries, de médecins dans les hôpitaux et les campagnes, de professeurs dans les écoles, les collèges et les lycées, de policiers et de juges, de commerçants de proximité dans les zones rurales, d'artisans qualifiés, de politiciens soucieux du bien être des générations futures... Les pénuries frappent déjà certaines des ressources nécessaires dans les chaînes de création de valeur pharmaceutique, numérique, automobile... La menace de pénuries plus ou moins sévères plane sur la plupart des secteurs d'activité en situation de dépendance de l'international. Le processus du déclin, mesuré notamment par le niveau de la dette extérieure, est d'autant plus inquiétant qu'il semble devenir incontrôlable en raison des effets cumulatifs de ses déterminants.

L'auteur s'interroge sur les facteurs qui ont conduit la France à une telle situation de handicap. Il l'attribue au vieillissement de sa population, à son assistanat, à sa bureaucratisation, à sa gouvernance politique de plus en plus chaotique. Il analyse la portée des solutions généralement avancées pour redresser – au moins stabiliser - cette situation difficilement contrôlable. Il montre les limites d'une réduction des dépenses publiques et des aides sociales, d'une surtaxation des riches et/ou des retraités. Il préconise une forme de révolution culturelle, fondée sur des « leviers additionnels d'attraction du travail » de nature à la fois financière, fiscale, sociale et culturelle : meilleure rémunération et dégrèvement des charges sociales sur les heures supplémentaires, simplification des procédures d'accès au travail et de mobilité de

l'emploi, priorité donnée à l'efficacité sur l'efficacé, sens redonné au travail (notamment pratique) dans les filières de formation, promotion du bien être au travail, placement du travail au centre des projets personnels, édification en modèles des artisans de Notre Dame et des organisateurs des jeux olympiques...

L'intérêt de l'ouvrage est donc double : il souligne la gravité de la menace de pénuries pesant sur les français ; il montre – sinon démontre – qu'il n'y a pas d'autre issue que celle de l'accomplissement de chaque français par le travail.

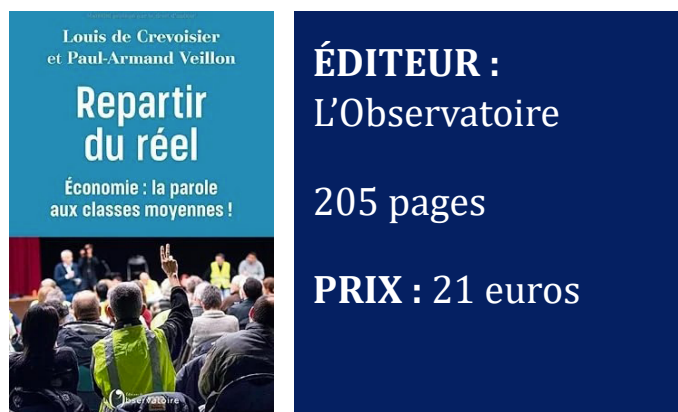


L'auteur...



Régis de LAROUILLIÈRE (normalien mathématiques, actuaire agrégé et énarque) a été dirigeant du Crédit Foncier et du groupe Médéric. Il est un des fondateurs du CRAPS (le think tank de la protection sociale).

Mention d'honneur



REPARTIR DU RÉEL ÉCONOMIE : LA PAROLE AUX CLASSES MOYENNES

.....

**Louis de CREVOISIER
Paul-Armand VEILLON**

Cet essai répond à une question fondamentale qui est partagée par la moitié des français : comment satisfaire les attentes économiques et les aspirations sociales des classes moyennes françaises. Les auteurs rappellent que c'était déjà l'objectif des gouvernements au cours des Trente glorieuses : l'ascension sociale, l'amélioration du niveau de vie, la stabilité économique et politique. Un demi siècle plus tard, ces objectifs demeurent d'actualité à la lecture des cahiers de doléance rédigés après la crise des « gilets jaunes », par plus de 700 000 français. Les auteurs constatent que les propositions formulées dans ces cahiers n'ont jamais réellement fait l'objet d'analyse approfondie et encore moins d'application concrète. Celle-ci implique en effet de passer d'une vision macro-économique à une approche micro-économique, d'une modélisation théorique à une représentation pragmatique, de « fausses promesses populistes » à des projets soutenables.

Les auteurs formulent des propositions de nature à « reconstruire la classe moyenne », « exclue du modèle social » et malmenée par les crises, l'inflation, la fiscalité, les sur-réglementations et les redistributions de revenus. Ils proposent de « repartir du vécu » et de construire une « nouvelle grammaire économique basée sur les questions essentielles du quotidien ». Dans une première partie, ils préconisent d'assurer plus de sécurité économique au français, notamment grâce à une réduction du coût du travail, une répartition plus juste de la valeur créée, la mise en place d'un « bouclier salarial » entre actifs et inactifs, la fixation d'une fiscalité « plus incitatives » et « plus vertueuse ». Ils proposent de « protéger le pouvoir d'achat » des français, par une meilleure valorisation de l'énergie (notamment électrique) et un ensemble de réformes concernant la TVA, les complémentaires santé et les prix des biens de consommation. Dans une deuxième partie, ils prônent « un mode de vie soutenable », avec notamment une rénovation des villes moyennes, une révision des systèmes de mobilité, une « réindustrialisation choisie »... Dans une troisième partie, ils suggèrent d'offrir de nouvelles opportunités aux classes moyennes, par une

revalorisation des études scientifiques et une promotion de la recherche, un meilleur accès des enfants des classes populaires et moyennes aux études supérieures et aux carrières de cadres et aux professions libérales. Ils militent en faveur d'une réforme des droits de succession, et d'incitations à l'innovation plus sélectives (ils jugent trop élitiste le programme de start'up nation lancé en 2017 et inefficace le Crédit Impôt Recherche). Ils concluent par quelques conseils de bon sens aux économistes jugés trop théoriques, aux services publics insuffisamment proches des administrés et aux responsables politiques, déconnectés des citoyens.

Par leurs conseils pourtant de bon sens, les auteurs s'exposent à la fois aux critiques des classes populaires – qui composent la majorité des « gilets jaunes » auteurs des « cahiers citoyens » -, des classes supérieures – qui s'estiment trop taxées -, mais aussi des classes moyennes elles-mêmes, qui sont particulièrement divisées (actifs-retraités, urbains-ruraux, salariés-indépendants, héritiers-créateurs...).

Les auteurs...

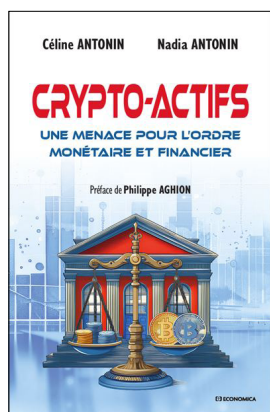


Louis de CREVOISIER (HEC-ENA-Inspection des finances) est haut fonctionnaire au Ministère de l'économie.



Paul-Armand VEILLON (X-ENSAE) est administrateur de l'Insee.

Mention d'honneur



ÉDITEUR :
Ed Economica

168 pages

PRIX : 23 euros

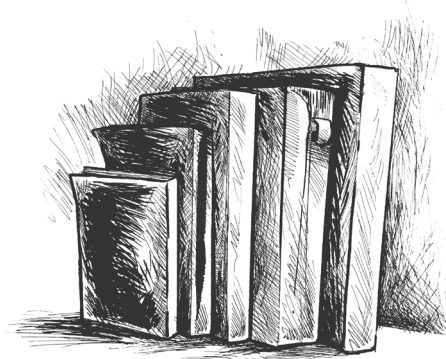
Crypto actifs et non crypto monnaies. D'emblée, les deux auteurs, orfèvres sur les aspects tant techniques, qu'économiques ou géopolitiques liés aux moyens de paiement, nous mettent en garde contre des erreurs fondamentales d'appréciation de ce que sont les soi-disant « crypto monnaies », tel le bitcoin. Elles ne remplissent pas les attributs d'une monnaie qui sont d'être une unité de compte, un moyen d'intermédiation des échanges, enfin une réserve de valeur ; les auteurs préfèrent parler de crypto-actifs qui, en l'absence d'instances efficaces de régulation, présentent des risques considérables, essentiellement liés à une volatilité incontrôlée sans contreparties concrètes et ne constituent, en aucune façon une réserve de valeur. Une large part de l'ouvrage est consacrée aux risques engendrés par l'expansion incontrôlée des crypto actifs Citons, par exemple l'anonymat de détention des actifs et l'impossibilité de remonter aux transactions sous-jacentes, l'extrême volatilité des cours de ces actifs, l'expansion fulgurante de transactions illicites liées à des opérations de blanchiment ou de trafic d'armes sur le dark web. Globalement, en l'absence de cadrage par les banques centrales, les flux de cryptoactifs constituent une menace pour l'ordre monétaire et financier. L'ouvrage développe, ensuite, les opportunités offertes par les technologies sous-jacentes autour de la blockchain. Cette technologie correctement utilisée, c'est-à-dire exploitée dans un cadre réglementaire adapté, peut servir de plateforme à une décentralisation d'une partie des activités financières, par exemple pour certains crédits spécialisés et dûment régulés et des opérations de paiement sécurisées. L'enjeu majeur est la souveraineté des Banques centrales qui peuvent se trouver dépossédées de leur rôle de régulation des devises officielles. A cet égard, l'ouvrage est force de proposition pour une utilisation encadrée des crypto actifs qui ne doivent, en aucun cas, devenir une monnaie officielle.

CRYPTO-ACTIFS

UNE MENACE POUR L'ORDRE MONÉTAIRE ET FINANCIER

.....

Céline ANTONIN
Nadia ANTONIN



Les autrices...



Céline ANTONIN est Docteur en sciences économiques, économiste senior à l'Observatoire français des conjonctures économiques,...



Nadia ANTONIN est économiste, experte auprès de commissions ministérielles de terminologie,...

Mention d'honneur



ÉDITEUR :
De L'Éclaireur

180 pages

PRIX : 22 euros

L'auteur se livre à une analyse critique du système français de protection sociale, basé sur le modèle de l'État-Providence hérité des « 3 U » de Beveridge. Il dresse une généalogie des notions – à la fois familières et méconnues – de protection sociale, de sécurité sociale, d'État social, d'État-Providence, de solidarité nationale, de revenu minimum universel, de « trappe d'inactivité »... Il analyse les dérives des modes de financement et de fiscalisation du système, qu'il compare aux dispositifs mis en œuvre dans les autres grandes démocraties. Il rappelle les alarmes successives lancées, depuis les années 1970, par des hommes politiques, comme Georges Pompidou et Jacques Chaban Delmas, par des historiens, comme Pierre Rosanvallon, ou par des juristes, comme Pierre Laroque. Il observe les multiples tentatives – parfois utopiques et souvent vaines – destinées à « refonder la solidarité », « repenser les droits », « restaurer les devoirs », « améliorer la redistribution », « recouvrer l'introuvable équilibre budgétaire »... Il montre toute la complexité des constructions juridiques, des ajustements fiscaux, des montages financiers... pour « combler le trou de la Secu ». Il révèle que ces dérives sont à la fois accélérées et inéluctables, en raison de l'instabilité politique du pays et du « tabou français de la capitalisation ». Il ironise sur le sens typiquement français de la controverse idéologique autour des notions de charges et de cotisations sociales, d'assurances et de prélèvements, de pensions et de retraites... Il salue le zèle des technocrates qui assurent la gouvernance du paritarisme États-caisses, en l'absence de réformes structurelles.

DU BERCEAU AU TOMBEAU

UNE HISTOIRE CRITIQUE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

.....

Félix TORRES

L'auteur recommande, à la suite d'Erell Thevenon, d'adopter un modèle « d'État-Prévoyance » situé entre le « tout universel et le tout individuel ». L'État se recentre sur son « cœur de mission » portant sur un « socle de solidarité ». Les acteurs privés se grantissent par contrat contre les risques de santé et de métier, en fonction de leurs choix de vie personnels. Dans tous les cas, il semble que le rééquilibrage du système français passe par « plus de travail » et « moins d'aides », ainsi que par une réduction des « vraies inégalités » mais aussi des « avantages indus ».

L'auteur...



Félix TORRES (ENS, agrégé d'histoire, docteur en anthropologie) est l'auteur de nombreux livres sur les institutions et les entreprises, où il fait preuve d'une vaste culture économique et sociale et d'une rare maîtrise des

démarches historique et anthropologique.

Mention d'honneur

.....

Partie 4

.....

Prix spéciaux



LE TRAVAIL EST LA SOLUTION

RÉCONCILIER LES FRANÇAIS AVEC LE TRAVAIL

Bertrand MARTINOT
Franck MOREL

Le livre part du constat d'une crise profonde de la perception du travail par nos contemporains. Autrefois, le travail était considéré comme faisant partie d'une condition humaine, gagner sa vie à la sueur de son front. Il fut ensuite vécu comme la participation de tous à un progrès collectif qui pouvait profiter à chacun. Aujourd'hui le travailleur a le sentiment d'être ballotté au milieu de considérations et de mutations non négociables, subies plus que choisies. Le contexte social et moral marqué par l'affaiblissement de tous les repères collectifs et la prédominance de l'individualisme auto référentiel ne fait qu'aggraver le mal être que génèrent la désindustrialisation depuis près de 30 ans et maintenant la perspective d'une IA qui réduira apparemment encore le besoin de travail humain.

Les auteurs se proposent alors de montrer que la fin du travail est une chimère (aussi chimère que la fin annoncée de l'histoire, il y a trente ans). Ils décrivent comment et pourquoi malgré des volontés de « restaurer la valeur travail », et autres slogans, des choix collectifs, politiques, fiscaux, sociaux ont eu pour effets de déconsidérer le travail, le gêner, le taxer sans aider les entreprises à faire partager par leurs salariés une quête de sens unificatrice.

Au total, un livre écrit par des praticiens, Bertrand Martinot est un spécialiste de la question du chômage, des politiques de l'emploi et du dialogue social. Il a reçu le Prix Turgot 2014 pour un précédent livre Chômage : inverser la courbe. Il a été conseiller social à la Présidence de la République de 2007 à 2008, délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) de 2008 à 2012, puis directeur général adjoint de la région Ile-de-France en charge du développement économique, de l'emploi et de la formation jusqu'en 2019. Franck Morel est avocat en droit du Travail. Conseiller du Premier ministre Edouard Philippe et de quatre ministres du travail (Xavier Bertrand, Brice Hortefeux, Xavier Darcos et Eric Woerth). Les deux auteurs sont experts associé à L'Institut Montaigne.

Les auteurs...



Bertrand MARTINOT est économiste et consultant RH, expert associé à l'Institut Montaigne et ancien conseiller social à l'Élysée. Il est l'auteur de nombreuses publications consacrées au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle, notamment

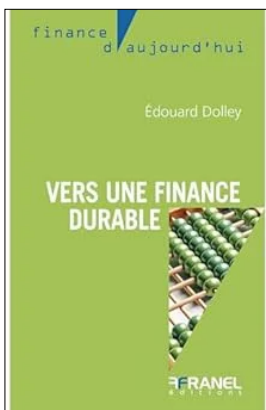
de Chômage : inverser la courbe (prix Turgot 2014 du meilleur livre d'économie) et de Le travail est la solution, avec Franck MOREL (Hermann).



Franck MOREL est avocat, expert associé à l'Institut Montaigne et ancien conseiller social à Matignon et de plusieurs ministres du travail. Il est l'auteur de nombreuses publications consacrées au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle. Il

a co-écrit avec Bertrand MARTINOT Un autre droit du travail est possible (2016, prix Édouard Bonnefous).

Prix AF2i



ÉDITEUR :
Arnaud Franel
314 pages
PRIX : 29,95 euros

VERS UNE FINANCE DURABLE

.....
Édouard DOLLEY

L'ouvrage est intéressant à plus d'un titre : pédagogique, pratique, inspirant.

On ne peut faire de finance durable sans faire de finance d'abord ! Ce livre introduit les principales notions de finances d'entreprise et de marché, puis explique l'intérêt de ces notions pour une finance durable. Chaque chapitre porte sur une notion de finance : richesse, taux d'intérêt, rendement, bilan, portefeuille d'actifs, arbitrage, produits dérivés et même crypto-actifs ! Ainsi ce livre permet de passer de la finance « classique » à la finance durable. Voici pour le côté pédagogique.

Il est pratique par l'originalité de son format. Dans chaque chapitre, les notions sont expliquées par des enseignants et des praticiens : directeur financier, banquier central, banquier commercial, banquier d'affaires, gérant, responsable de salles de marché, évaluateur, expert-comptable, auditeur, chef d'entreprise...

On apprend que des notions telles que le TRI, le taux de rentabilité exigée, le taux sans risque, le rachat d'entreprises, les arbitrages, le « MEDAF », les options et produits dérivés, l'évaluation extra-financière, sont applicables aux modèles et au fonctionnement de la finance durable.

Le livre est inspirant car il n'est pas un plaidoyer pro domo pour la finance durable. Au contraire, le choix des interviewés, conduit à s'interroger sur les limites systémiques actuelles : difficultés de déterminer un taux de rendement d'un projet ESG et du calcul de la valeur environnementale, valeur intrinsèque du carbone, questions sur les règlements et les évaluateurs ISR...

Chaque chapitre comporte une conclusion en quelques points qui résume le développement précédent, et pose des questions, format inspirant !

Les capitaux naturel et social ne se résument certes pas à des chiffres, mais les chiffres sont indispensables et il est crucial de collecter des données fiables. Et les concepts financiers « classiques » constituent un socle solide qui

peut être adapté à l'analyse de problématiques plus larges et notamment de durabilité.

L'auteur affirme à bon droit que la transition verte et durable passera par un retour de la confiance, de la gouvernance et de la valeur, et les difficultés actuelles ne sont pas omises. Et concernant la confiance, E. DOLLEY affirme la nécessité du développement des blockchains. Compte de sa consommation énergétique, ce point semble contre-intuitif, mais les arguments proposés sont forts.

La traçabilité des fonds investis dans des projets, la fiabilité des données amont si difficiles à obtenir au point que la Directive OMNIBUS en a limité les obligations d'obtention, les sources d'énergies renouvelables « certifiées » permettrait de justifier et de satisfaire les besoins d'information des agents économiques.

Ce livre ne développe pas de solutions clé en main, mais il fournit une sorte de bréviaire sérieux et accessible. Ainsi la transition serait portée par une approche « bottom-up », le top down ayant, selon l'auteur atteint des limites bien décrites.

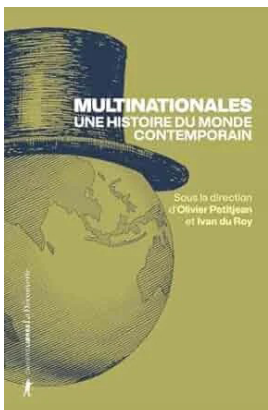
L'auteur...



Édouard DOLLEY est un ingénieur télécom de formation, passé ensuite à la finance. Après ses débuts comme analyste financier dans le secteur des télécoms (notamment au sein de l'ARCEP), il s'est orienté ensuite

vers l'investissement dans des start-ups "Deeptech".

Prix DFCG



ÉDITEUR :
La Découverte
864 pages
PRIX : 28 euros

MULTINATIONALES UNE HISTOIRE DU MONDE CONTEMPORAIN

Olivier PETITJEAN
Ivan du ROY

L'ouvrage est monumental par son objet – l'histoire des entreprises multinationales – mais aussi par le nombre de ses auteurs (56) et par son volume (853 pages). Il paraît à un tournant de l'histoire des multinationales alors que leur expansion est menacée par le relèvement des droits de douane, par la multiplication des normes environnementales et le renforcement des règles de concurrence. Leur richesse, leur puissance et leurs pratiques nourrissent les imaginaires – et parfois les fantasmes – des populations à la fois de l'occident et du sud-global. Elles sont parfois accusées d'être à l'origine de certaines crises ou dérives dont souffrent les Etats Industriels et les pays en développement.

L'ouvrage se présente sous la forme de courts récits documentés et d'articles journalistiques présentés suivant un ordre chronologique, depuis 1857 (la création du groupe Singer) jusqu'à 2025 (l'agrobusiness et l'industrie minière au Brésil). L'ambition des auteurs est de « réintroduire les péripéties des multinationales dans la grande histoire mondiale ». Ils veulent révéler les véritables rôles exercés par les acteurs-clé de la vie économique et sociale depuis près de deux siècles. Ils se défendent d'avoir écrit un « livre noir » de plus sur les agissements de certaines entreprises, bien que certains articles rappellent leurs dévoiements post-colonialistes, monopolistiques, commerciaux, financier, fiscaux... En fait, la plupart des récits mettent en lumière les avancées connues – et parfois inconnues – à la fois techniques, économiques et/ou sociales, qui ont été engendrées par certains grands projets des multinationales.

Par la diversité des approches et des styles adoptés par les auteurs, le livre montre que les questionnements soulevés par les pratiques des multinationales ne couvrent pas que des problématiques académiques ou des débats politiques, mais qu'elles interpellent tous les citoyens par l'intermédiaire des médias et des réseaux sociaux.

Au fil des chapitres, le lecteur de l'ouvrage perçoit l'ampleur, la dynamique et la complexité des systèmes de multinationalisation de l'industrie, de la finance et des échanges commerciaux, qui impliquent à la fois les acteurs privés et publics, les producteurs et les consommateurs, les détenteurs d'un pouvoir ou d'un contre-pouvoir. Le lecteur comprend alors mieux pourquoi certaines multinationales tentent de « verdir » et de « socialiser » leurs images, car elles savent, « qu'à l'instar des civilisations, elles peuvent être mortelles ».

Les auteurs...

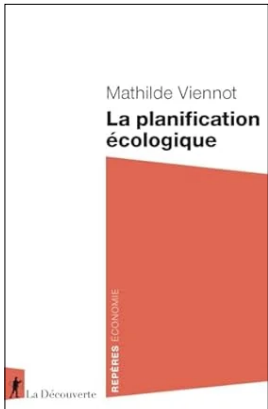


Olivier PETITJEAN est journaliste, cofondateur et coordinateur de l'Observatoire des multinationales.



Ivan du ROY est journaliste, cofondateur et rédacteur en chef de Basta!.

Prix des ouvrages collectifs



ÉDITEUR :
La Découverte

128 pages

PRIX : 11 euros

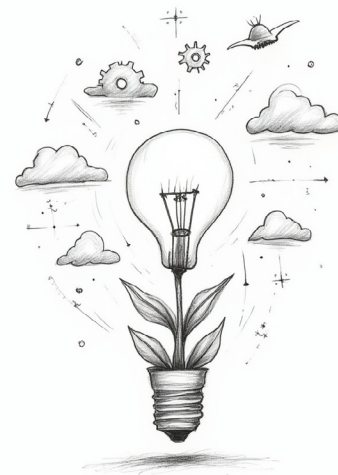
LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE

MATHILDE VIENNOT

La planification à la française des Trente glorieuses, initiée par Jean Monnet, a laissé place à une nouvelle forme de planification plus globale et soutenable : la « planification écologique », qui porte sur les objectifs à atteindre et les ressources à mettre en œuvre afin d'assurer les transitions énergétique, écologique, économique et sociale, aux horizons 2030 et 2050. L'auteure montre la diversité des dispositifs à mobiliser, des conventions, lois, décrets et normes à définir afin d'instaurer une « économie frugale, décarbonée, circulaire et durable ». Les enjeux écologiques, économiques et sociaux sont imbriqués et la plupart des contraintes – notamment sectorielles et territoriales – suscitent des réactions souvent contradictoires de la part des nombreux acteurs sociaux impliqués. C'est pourquoi l'auteure estime que la transition implique un « renouveau démocratique », notamment en France.

Mathilde Viennot compare les différents modes de planification à travers l'histoire : autoritaire à la soviétique, indicative à la française, incitative dans le cadre du New Deal... Elle analyse les portées et surtout les limites des paramètres conventionnels qui sous-tendent les projections économiques (taux d'actualisation, PIB, dette...). Elle souligne la difficulté d'arbitrer entre une régulation des marchés et une réglementation de la production et de la consommation. Elle estime que la planification écologique repose d'abord sur plus de sobriété dans les façons de se loger, de se déplacer et de se nourrir. Elle compare les différentes estimations des sur-investissements nécessaires (en 360 et 416 milliards € par an en Europe à l'horizon 2030) et analyse les montages financiers nécessaires, puis en déduit que l'Union et les États européens devront être à la fois « trésoriers, compensateurs, architectes, co-investisseurs et percepteurs ».

L'auteure fait preuve d'un sens exceptionnel de l'analyse et de la synthèse sur une des problématiques contemporaines les plus complexes et essentielles.

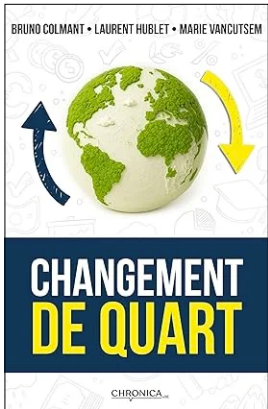


L'autrice...



Mathilde VIENNOT (ENS, docteure en économie de l'EHESS) est membre de France Stratégie.

Prix du jeune auteur / Développement durable



ÉDITEUR :
Chronica

180 pages

PRIX : 19,99 euros

CHANGEMENT DE QUART

**Bruno COLMANT
Laurent HUBLET
Marie VANCUTSEM**

L'ouvrage réunit les représentants de trois générations et de trois disciplines (l'économie, la philosophie et le journalisme), qui échangent librement sur les principaux « faits sociaux globaux » (au sens de Max Weber) survenus au cours du premier quart du XXI^e siècle et sur les perspectives ouvertes sur le deuxième quart. Le débat porte sur cinq grandes thématiques : l'évolution démographique, les mutations technologiques et économiques, les recompositions politiques, la protection de la santé et le défi climatique.

Les phénomènes qui ont le plus marqué la conscience mondiale depuis le début du siècle, sont la montée du terrorisme – marquée par l'attaque du World Trade Center de 2001 -, la crise financière de 2008 et le développement de l'IA depuis 2022. Ces événements ont suscité une remise en question des principes néolibéraux définis par le consensus de Washington. Le lancement du logiciel chatGPT a révélé la puissance de destruction créatrice des réseaux sociaux et de l'IA, et notamment, la capacité d'influence des applications numériques, la position monopolistique de leurs développeurs et le caractère spéculatif de leurs actions financières. Ces événements ont contribué à la montée des populismes et des régimes autoritaires. En Europe, ils ont provoqué une remise en question des modèles sociaux les plus permissifs et les plus couteux.

Les auteurs reconnaissent que la projection de l'horizon 2050 est difficile. Ils entrevoient une « Europe sans doute plus grise », mais plus solidaire entre générations et au sein de chaque génération. Les auteurs appellent de leurs vœux une appréciation plus rationnelle des impacts de l'IA sur l'organisation du travail et sur la vie sociale, une démocratie « plus participative et plus locale », une « réconciliation de la santé et des soins », ainsi qu'une transition climatique intégrant mieux les exigences du court et du long terme.

Par la sagacité de leurs échanges, les auteurs invitent les lecteurs à réfléchir sur la maîtrise de leurs destins.

Les auteurs...



Bruno COLMANT est économiste, enseignant et ex dirigeant d'institutions financières et membre de l'Académie Royale de Belgique.



Laurent Hublet est un philosophe et entrepreneur belge, aujourd'hui ministre bruxellois de l'Économie, de l'Emploi et du Numérique.



Marie VANCUTSEM est journaliste audiovisuelle et communicante.

Prix francophone



ÉDITEUR :

Le seuil

448 pages

PRIX : 25 euros

Pourquoi l'histoire de l'énergie est-elle intimement liée à celle des inégalités sociales ? Comment penser les débats sur la transition énergétique à l'aune des conflits de répartition des richesses ?

Depuis des millénaires, l'usage de l'énergie façonne les sociétés humaines, structurant leurs hiérarchies et leurs rapports de pouvoir. Sa maîtrise est un vecteur d'émancipation autant qu'elle est un outil de domination. La propriété des ressources et des infrastructures énergétiques est un terrain de luttes sociales, politiques et géostratégiques. Selon qui possède l'énergie, des choix de société radicalement différents peuvent advenir.

Mais comment le lien entre énergie et inégalités s'est-il construit depuis la Préhistoire ? En croisant les résultats de la recherche en histoire économique, en archéologie et sciences du climat, Lucas Chancel s'attache à montrer comment, sur la longue durée, les cadres techniques et politiques qui déterminent les usages de l'énergie s'articulent avec la répartition des richesses entre individus, groupes sociaux et nations.

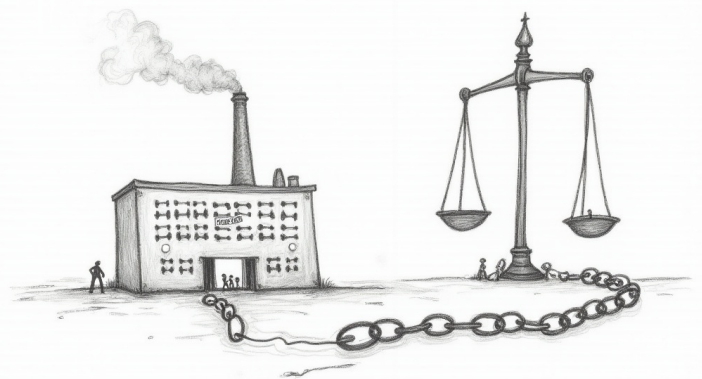
L'histoire de l'énergie ne peut se résumer à sa dimension technique, ni à la somme des choix politiques passés. Elle ouvre sur une diversité de futurs possibles, où le découplage entre consommation d'énergie, ressources matérielles et prospérité est indissociable de la question de la justice sociale.

Ce livre défend une transition écologique fondée sur une réappropriation collective de l'énergie. En puisant dans les expériences de redistribution des richesses du siècle passé, il esquisse une alternative au désastre écologique et aux inégalités extrêmes, à travers le développement de nouvelles formes de propriété publique et participative au XXIe siècle.

ÉNERGIE ET INÉGALITÉS

UNE HISTOIRE POLITIQUE

Lucas CHANCEL



L'auteur...



Lucas CHANCEL est professeur à Sciences Po Paris, au sein du Centre de recherche sur les inégalités sociales, et co-directeur du Laboratoire sur les inégalités mondiales à l'École d'économie de

Paris. Il a enseigné à l'Université de Harvard aux États-Unis.

Prix de la pédagogie

PRIX CCEF, POURQUOI ?

- ✔ **Mettre en lumière et récompenser** l'excellence des meilleurs mémoires de fin d'études issus des filières de la finance et du droit.
- ✔ **Créer le lien** entre générations
- ✔ **Valoriser** l'expertise et l'interprofessionnalité

SAVE THE DATE

**REMISE
DES PRIX**

Jeudi 5 novembre 2026

Bonne
lecture !



Compagnie des Conseils
et Experts Financiers



120 avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS
01 44 94 27 70 - ccef@ccef.net
www.ccef.net